

<b>INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE</b> <b>AU 30 SEPTEMBRE 2013</b> <b>DONNEES IFRS NON AUDITEES</b>
--

<b>1 MARCHE DES AFFAIRES AU COURS DES NEUF PREMIERS MOIS 2013</b>	<b>2</b>
PREAMBULE .....	2
1.1 CONTEXTE GENERAL .....	2
1.2 CHIFFRES CLES .....	5
1.3 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE .....	6
<b>2 INFORMATIONS FINANCIERES AU 30 SEPTEMBRE 2013</b>	<b>8</b>
2.1 DEFINITIONS ET CONTEXTE COMPTABLE.....	8
2.2 VEOLIA ENVIRONNEMENT .....	8
2.2.1 <i>Activité</i> .....	8
2.2.2 <i>Performance opérationnelle</i> .....	8
2.3 ANALYSE PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	9
<b>3. OBJECTIFS ET PERSPECTIVES</b>	<b>12</b>
3.1 OBJECTIFS .....	12
3.2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> OCTOBRE 2013 .....	12
<b>4. ANNEXES A L'INFORMATION TRIMESTRIELLE AU 30 SEPTEMBRE 2013</b>	<b>13</b>
4.1 RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES EN 2012 AVEC LES DONNEES RETRAITEES 2012.....	13
4.2 CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TRIMESTRE ET PAR SECTEUR OPERATIONNEL .....	13
4.3 DEFINITIONS COMPTABLES .....	13



Société anonyme au capital de 2 610 434 245 €  
Siège social : 36-38, avenue Kléber – 75116 Paris  
403 210 032 RCS PARIS

## INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE AU 30 SEPTEMBRE 2013 (DONNEES IFRS NON AUDITEES)

### 1 Marche des Affaires au cours des neuf premiers mois 2013

#### Préambule

Le Groupe a anticipé l'application des normes IFRS 10, 11 et 12 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'application de ces normes a un impact significatif sur la présentation des Etats financiers consolidés puisque les co-entreprises détenues par le Groupe, auparavant consolidées en intégration proportionnelle sont dorénavant mises en équivalence. Le Groupe a ainsi procédé à un retraitement des comptes au 30 septembre 2012 (cf 4.1).

#### 1.1 Contexte général

Les chiffres au 30 septembre 2013 en courant bénéficient de la stabilisation de l'activité constatée à partir du second trimestre 2013. A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires démontre une bonne résistance et ressort à -3,0% au premier trimestre, à -1,0% au second trimestre et à -1,5% au troisième trimestre pour s'établir à -1,9% en cumul au 30 septembre 2013.

Dans un contexte économique encore incertain, le Groupe poursuit la mise en œuvre de son plan de transformation et de réduction de coûts et du vaste programme de recentrage de ses activités.

- **Restructuration actionnariale de l'activité Services à l'Energie**

EDF et le Groupe sont entrés en discussions avancées en vue de la conclusion d'un accord au sujet de leur filiale commune Dalkia. Les conseils d'administration des deux groupes se sont réunis et ont approuvés la poursuite des négociations.

Au terme des discussions en cours, EDF reprendrait l'intégralité des activités du groupe Dalkia en France tandis que les activités de Dalkia International seraient reprises par le Groupe. Dans ce cadre, Veolia Environnement verserait à EDF une soulte de 550 millions d'euros, afin de compenser le différentiel de valeur entre les participations détenues respectivement par les deux actionnaires dans les différentes entités du groupe Dalkia.

L'opération serait neutre sur l'endettement financier net du Groupe qui fournit aujourd'hui l'essentiel du financement du groupe Dalkia.

Ce projet d'accord bénéficierait à l'ensemble des parties en sécurisant le développement des activités du groupe Dalkia en France et à l'international, tout en confortant les ambitions respectives d'EDF et de Veolia Environnement dans les services énergétiques. Elle mettrait également un terme au contentieux qui oppose aujourd'hui EDF et le Groupe devant le Tribunal de Commerce de Paris.

Une fois finalisé, le projet sera soumis aux procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel compétentes, ainsi qu'à l'approbation des conseils d'administration d'EDF et du Groupe. L'opération sera également subordonnée à l'autorisation des autorités de la concurrence compétentes.

Cette opération n'a pas d'impact sur les agrégats financiers présentés ci-après.

- **Plan de transformation de l'organisation et réduction des coûts**

Le 8 juillet 2013, dans le cadre de la transformation de Veolia Environnement, la nouvelle organisation du Groupe a été annoncée. Elle s'inscrit pleinement dans la stratégie mise en œuvre depuis deux ans, visant à faire de Veolia Environnement « l'industriel de l'Environnement » grâce à son expertise des problématiques environnementales d'ampleur dans l'Eau, la Propreté et les Services à l'Energie.

Cette nouvelle organisation repose sur deux avancées majeures : l'intégration des activités Eau et Propreté par pays sous l'autorité d'un dirigeant unique et la création de deux nouvelles directions fonctionnelles, l'une dédiée à l'Innovation et aux Marchés, l'autre à la Technique et la Performance.

A l'exception des activités intégrées mondialement et de la France, les activités seront désormais intégrées au sein de chaque pays, avec des directeurs pays en charge conjointement des activités Eau et Propreté, ainsi qu'à terme, des activités de Services à l'Energie. Le pilotage intégré et direct du Groupe, assuré par le Directeur des Opérations, sera organisé en neuf regroupements de pays, ces derniers représentant l'échelon primaire d'allocation des ressources.

Une organisation spécifique regroupera les entreprises de spécialité mondiale, dont les marchés sont largement globalisés.

La composition du Comité Exécutif de Veolia Environnement a été revue pour mieux refléter cette organisation. Sous la Présidence d'Antoine Frérot, il compte onze membres :

- Laurent Auguste, Directeur Innovations et Marchés ;
- François Bertreau, Directeur des Opérations ;
- Estelle Brachlianoff, Directeur de la zone Europe du Nord ;
- Régis Calmels, Directeur de la zone Asie ;
- Philippe Guitard, Directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Jean-Michel Herrewyn, Directeur des entreprises mondiales ;
- Franck Lacroix, Directeur Général de Dalkia ;
- Jean-Marie Lambert, Directeur des Ressources humaines ;
- Helman le Pas de Sécheval, Secrétaire général ;
- Pierre-François Riolacci, Directeur Financier.

Le 6 septembre 2013, Pierre-François Riolacci a annoncé sa volonté de donner une nouvelle orientation à sa carrière professionnelle. Il quittera ses fonctions de Directeur financier du Groupe à la fin de l'année 2013 et sera remplacé par Philippe Capron en janvier 2014.

L'annonce de la réorganisation de la structure du Groupe ne modifie, ni les modalités de suivi de la performance, ni l'allocation des ressources pour l'année en cours et n'a donc pas d'impact sur la présentation de l'information sectorielle en 2013.

Au-delà du plan annuel de productivité opérationnelle, l'objectif de réductions de coûts nets (Convergence) a été porté en mai 2013 de 470 millions d'euros à 750 millions d'euros à horizon 2015 par rapport à 2011. Cette augmentation de 280 millions d'euros se décline de la façon suivante : 70 millions d'euros au titre du renforcement des efforts de mutualisation et rationalisation des systèmes d'information, 100 millions d'euros au titre des achats et 110 millions d'euros à travers des projets d'efficacité dans les métiers et les sièges.

Le plan de réduction de coûts du Groupe (Convergence) a permis de générer 109 millions d'euros d'économies nettes supplémentaires au 30 septembre 2013 en résultat opérationnel (avant application des IFRS 10 et 11) sur un objectif annuel de 170 millions d'euros nets des coûts de mise en œuvre. La contribution, hors co-entreprises, après mise en œuvre des IFRS 10, 11 et 12 est de 80 millions d'euros au 30 septembre 2013.

- **Politique de recentrage des activités :**

Le Groupe continue la mise en œuvre de sa stratégie de recentrage notamment :

- par la cession des activités européennes d'Eolfi réalisée le 28 février 2013, faisant suite au protocole d'accord signé avec Asah le 21 janvier 2013 pour une valeur de titres 23,5 millions d'euros ;
- par la cession le 21 juin 2013, à Beijing Enterprises Water Group, de sa filiale Veolia Eau au Portugal (Compagnie Générale des Eaux du Portugal – Consultadoria e Engenharia) pour une valeur d'entreprise de l'ordre de 91 millions d'euros ;
- par l'introduction en bourse sur le marché d'Oman de 35% des parts de la société Sharqiyah Desalination Company le 29 juin 2013. Suite à la mise sur le marché, cette entité est consolidée en mise en équivalence à partir du 30 juin 2013. L'impact sur l'endettement financier net du Groupe s'élève à -88,9 millions d'euros ;
- par la cession de Marine Services Offshore le 29 août 2013 pour 23 millions d'euros à Harkand Global Holdings Limited (fonds américain) en valeur d'entreprise ; et

- par la sortie de la quasi-totalité de ses activités de Propreté Italie pour 90 millions d'euros. Le Groupe a procédé à la déconsolidation de son activité Propreté en Italie suite à l'homologation du « Concordato preventivo di gruppo (CPG) » le 17 juillet 2013.

Au total les cessions financières (en valeur d'entreprise) et industrielles s'élèvent à 431 millions d'euros au 30 septembre 2013.

En dehors de l'opération Dalkia, des opérations de cession devraient se dénouer d'ici le 31 décembre 2013. Ces activités sont classées en activités non poursuivies au 30 septembre 2013 :

- le 7 mars 2013, un accord a été signé avec le fonds d'investissement britannique Actis pour la cession des activités dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité concédées au Maroc ;
- le 10 septembre 2013, un accord a été signé avec les Autorités de l'Etat fédéral de Berlin en vue de la cession de sa participation de 24,95% dans les Eaux de Berlin pour un montant de 590 millions d'euros, complété par 12 millions d'euros d'éléments divers ainsi que par la quote-part de dividendes et d'intérêts dus au titre de l'exercice 2013 ;
- Le 30 septembre 2013, EDF et Dalkia France sont entrées en négociations exclusives pour le rachat de la société Citelum. La signature du protocole d'accord de la restructuration actionnariale de Dalkia mettrait un terme au processus de cession séparé de Citelum.

- **Transdev Group et SNCM :**

Plusieurs événements significatifs aux bornes de la SNCM sont intervenus depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier :

- le 12 juillet 2013 l'Etat a déposé auprès respectivement du Tribunal de l'Union Européenne et de son Président, deux recours au fond en annulation et en suspension de la décision du 2 mai 2013 par laquelle la Commission Européenne a ordonné la France de recouvrer certaines aides reçues par la SNCM au titre du service complémentaire ;
- le 14 août 2013, Veolia Environnement est informée que la collectivité territoriale de Corse a procédé à un début d'exécution de la décision du 2 mai 2013 de la Commission Européenne, en interrompant, à compter de juillet 2013, le versement de la part mensuelle due au titre du service complémentaire ;
- par ordonnance du 29 août 2013, le président du Tribunal de l'Union européenne a rejeté la demande de l'Etat de sursis à exécution relatif à la décision du 2 mai 2013 de la Commission Européenne ;
- la SNCM a procédé le 24 septembre 2013 à la signature avec la Collectivité Territoriale de Corse (CTC) de la délégation de service public assurant la continuité territoriale de la Corse pour une durée de 10 ans ;
- le 24 septembre, M. Paul Giacobbi, Président de la CTC a informé Veolia Environnement de son intention, à brève échéance, de mettre en recouvrement auprès de la SNCM, en application de la décision du 2 mai 2013 de la Commission Européenne, une somme pouvant dépasser 200 millions d'euros et, si nécessaire, de rechercher la solidarité du groupe pour le règlement des montants dus ; Veolia dans un communiqué de presse daté du 26 septembre 2013 a contesté fermement toute réclamation qui pourrait être faite à son encontre.
- le 11 octobre 2013, à la demande du Président du Directoire de la SNCM, le Président du Tribunal de Commerce de Marseille a décidé d'ouvrir une procédure de conciliation afin de favoriser le recouvrement de l'ensemble des sommes dues par les tiers de l'entreprise et assister le dirigeant dans le cadre de négociations à entreprendre avec les partenaires de la SNCM en vue de restructurer la dette, les fonds propres et la trésorerie ;
- Le 29 octobre 2013, le groupe Transdev a accordé une avance supplémentaire de 17 millions d'euros à sa filiale SNCM afin de financer ses besoins de trésorerie immédiats.

La SNCM est en effet confrontée à une exploitation déficitaire aggravée par le non-paiement par l'OTC (Office des Transports de Corse) de subventions liées à l'ajustement du prix des combustibles et au service complémentaire ainsi qu'au risque de mise en recouvrement des montants dus au titre à la décision de la Commission Européenne du 2 mai 2013, en dépit des recours contentieux déposés contre cette décision. La totalité des risques évoqués est susceptible d'impliquer une charge au niveau de la SNCM de l'ordre de 300 millions d'euros dans une hypothèse haute en 2013. La Commission Européenne doit, par ailleurs, notifier prochainement sa décision quant à une requalification éventuelle des sommes versées au titre de la privatisation en aides d'Etat illicites. Le versement de ces sommes avait été autorisé par la Commission le 8 juillet 2008. Le 11 septembre 2012, le tribunal de l'Union Européenne avait partiellement annulé cette même décision.

La tension significative sur la trésorerie qui pourrait être encore aggravée par le recouvrement des montants au titre de la décision de la Commission a justifié la demande acceptée de procédure de conciliation. Si cette procédure ne devait pas aboutir rapidement à une solution viable permettant l'homologation de la conciliation, la SNCM pourrait être, à l'initiative de son management ou d'un créancier, placée en redressement judiciaire.

Au vu de ces éléments, il est peu probable que le transfert, à Veolia Environnement, des 66% de titres de la SNCM détenus par Transdev puisse être réalisé dans un avenir prévisible. Ce transfert était une condition majeure de mise en œuvre du protocole de négociation, organisant la prise de contrôle de Transdev par la Caisse des Dépôts, qui a pris fin le 31 octobre 2013. Des discussions sont en cours sur la reprise du projet de prise de contrôle de Transdev sans la SNCM par la CDC et sur le refinancement en mars 2014 des prêts d'actionnaires de Transdev et le renforcement de son bilan.

En conséquence, pour la publication des états financiers 2013, le groupe anticipe de modifier la présentation comptable de sa participation dans Transdev, qui sera reclassée de Titres détenus en vue de la vente (dans le cadre d'une Activité non-poursuivie) à Participation dans des co-entreprises (Activités Poursuivies) comptabilisée par mise en équivalence. La SNCM, quant à elle, sera désormais consolidée par mise en équivalence via la comptabilisation de Transdev.

Compte tenu du souhait réaffirmé du groupe de poursuivre son désengagement de Transdev, ces participations dans Transdev / SNCM ne se situent pas dans le prolongement des activités du groupe au sens de la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables du 4 avril 2013. Suite à ce changement de présentation les principaux agrégats et notamment le Produit des Activités Ordinaires, la Capacité d'Autofinancement Opérationnelle, le Résultat Opérationnel récurrent, le Résultat Net récurrent ainsi que l'Endettement Financier Net ne seront pas impactés par Transdev/SNCM. Le groupe sera conduit à consolider sa quote-part des pertes supportées par la SNCM (telles qu'elles remonteraient de Transdev) au niveau du Résultat Net.

Toutefois si la solution de continuité d'exploitation, activement recherchée et associant l'ensemble des parties prenantes, devait être trouvée, in fine, dans le cadre d'une procédure collective de redressement judiciaire, le groupe pourrait être alors amené à reconnaître uniquement sa quote-part de la valeur liquidative de la SNCM, en ce compris les engagements éventuels qu'il déciderait de souscrire directement ou à travers de Transdev. Le groupe contestera fermement toute réclamation qui pourrait être faite à son encontre au titre de quelque action que ce soit visant à rechercher son éventuelle responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, les indicateurs présentés au sein du rapport d'activité trimestriel de septembre 2013<sup>1</sup> et en particulier, le résultat opérationnel récurrent ne sont pas impactés par la SNCM.

## 1.2 Chiffres clés

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en recul de 1,9% à périmètre et change constants (-4,0% en courant) à 16 155,0 millions d'euros au 30 septembre 2013 comparé à 16 825,0 millions d'euros au 30 septembre 2012 retraité. A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires démontre une bonne résistance et ressort à -3,0% au premier trimestre, à -1,0% au second trimestre et à -1,5% au troisième trimestre pour s'établir à -1,9% en cumul au 30 septembre 2013.

Ce recul peut s'analyser comme suit :

- dans la Division Eau par la baisse de l'activité Technologie et Réseaux et des activités de travaux dans les concessions partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale ;
- dans la Division Propreté, par un contexte macro-économique difficile se traduisant, d'une part, par une baisse des prix et des volumes des matières premières recyclées, et d'autre part par une baisse du niveau d'activité en Europe principalement en France et en Allemagne, avec un redressement au fil des trimestres liés à la stabilisation du prix des matières premières et des volumes ;
- recul atténué par la croissance de la Division Autres (de l'ordre de 46 millions d'euros comparé au 30 septembre 2012 retraité) qui s'explique par l'entrée en phase d'exploitation de contrats industriels significatifs.

Au 30 septembre 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle s'établit à 1 294,2 millions d'euros en baisse de -6,6% à change constant (de -7,9% en courant). La division Eau est pénalisée par l'érosion contractuelle principalement en France, par le retrait de la profitabilité de la composante Energie des activités de Braunschweig en Allemagne et par la dégradation de la marge sur le projet Hong Kong Sludge. L'activité de la division Propreté est en retrait sous l'effet du recul des prix ainsi que des volumes dans une conjoncture économique qui demeure difficile en

<sup>1</sup> PAO, Résultat Opérationnel récurrent, Capacité d'autofinancement Opérationnelle et Endettement Financier Net

Europe, même si cette activité affiche une amélioration constante depuis le 2<sup>nd</sup> trimestre 2013. La division Services à l'Energie souffre, quant à elle, de l'arrêt programmé en France des Cogénérations Gaz. Les coûts de restructuration sont, par ailleurs, en hausse pour s'établir à 46,8 millions d'euros.

Le résultat opérationnel récurrent<sup>2</sup> est en progression pour s'établir à 620,8 millions d'euros (20,4% à change constant et 19,0% en courant par rapport au 30 septembre 2012 retraité). Il est en nette progression grâce à l'impact positif de la fermeture en 2013 du régime de retraite à prestations définies des hauts cadres dirigeants chez Veolia Environnement SA pour 40 millions d'euros, et l'impact des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie dans l'activité Services à l'Energie constatées au 30 septembre 2012 pour 89 millions d'euros dans la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises d'autre part. L'impact positif de la déconsolidation des activités propriété en Italie est compensé par la couverture de risques en Propreté (Royaume-Uni) liés aux décharges et sur certains contrats anciens dans l'Eau aux Etats-Unis constatée sur le troisième trimestre 2013.

Le cash flow libre s'élève à 959 millions d'euros (contre -22 millions d'euros au 30 septembre 2012 et contre 556 millions d'euros au 30 juin 2013), compte tenu de l'émission début janvier 2013 de titres super subordonnés à durée indéterminée, y compris coupons versés, de 1 454 millions d'euros et reflète la dégradation du Besoin en Fonds de Roulement de 598 millions d'euros lié à la saisonnalité. Le besoin en fonds de roulement s'améliore par rapport au 30 juin 2013 de 151 millions d'euros.

Au global, l'endettement financier net s'élève à 9 612 millions d'euros au 30 septembre 2013 contre 10 822 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité et contre 10 031 millions d'euros au 30 juin 2013. L'endettement financier net Ajusté des prêts consentis aux co-entreprises, tel que défini en note 4.3, évolue de 7 837 millions d'euros au 31 décembre 2012 pour s'établir à 6 484 millions d'euros à fin septembre 2013, à comparer également au 6 729 millions d'euros à fin juin 2013. L'endettement financier net et l'endettement financier net Ajusté diminuent sous l'effet conjugué de l'émission de titres super subordonnés et de la politique de recentrage du Groupe.

### 1.3 Faits Marquants de la période

#### • Nouveaux contrats

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Groupe a enregistré de nouveaux succès commerciaux dont :

- Le 31 janvier 2013, l'attribution par la ville de Rialto et sa société concessionnaire Rialto Water services à Veolia Water North America, filiale de Veolia Eau, de la gestion des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement. Ce contrat de 30 ans, générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 300 millions d'euros.
- Le gain par Veolia ES Singapore filiale de Veolia Propreté du contrat de collecte et gestion des déchets ménagers et recyclables dans le quartier de Clementi Bukit Merah à Singapour. Ce contrat d'une durée de 7 ans et demi génèrera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 220 millions de dollars de Singapour (soit environ 135 millions d'euros au taux du 30 juin 2013).
- Le 15 avril 2013 Veolia Eau s'est vu confier par QGC, filiale à 100% de BG Group, un contrat de gestion sur 20 ans de ses trois installations de traitement des eaux issues de la production de gaz de charbon situées dans le bassin de Surat, à l'est de l'Australie dans le Queensland. Ce contrat qui devrait générer un chiffre d'affaires cumulé estimé à 650 millions d'euros, prévoit une option d'extension de 5 ans à son terme.
- Dalkia a annoncé le 29 avril 2013, le renouvellement de son contrat de gestion des installations de production et distribution de chaleur au bénéfice du quartier de Petralka de Bratislava. Ce nouveau contrat d'une durée de 20 ans générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 1,1 milliard d'euros sur la période 2019-2039.
- Veolia Eau a remporté, le 15 mai 2013, un contrat de 130 millions d'euros pour la construction de trois unités de traitement des eaux brutes et eaux usées pour le Groupe papetier chilien CMPC.
- Première société britannique de gestion des services d'eau et de traitement des eaux usées, Thames Water a confié le 31 mai 2013 à un consortium composé de Veolia Eau, Costain et Atkins, une importante tranche de son programme de rénovation des installations de production d'eau potable et de traitement d'eaux usées de Londres et de la vallée de la Tamise. Le volume d'affaires dévolu à Veolia Eau pourrait s'élever jusqu'à 450 millions de livres (530 millions d'euros) sur une période allant de 2015 à 2020.
- Le 2 juillet 2013, Marafiq a confié à Veolia Eau la conception, la construction et l'exploitation de la plus grande usine de dessalement à ultrafiltration et osmose inverse d'Arabie Saoudite. Ce contrat représente un chiffre d'affaires de 310 millions de dollars (232 millions d'euros) pour la partie conception-construction

<sup>2</sup> Après quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et des entreprises associées

et 92 millions de dollars (69 millions d'euros) pour son exploitation sur 10 ans, avec une option d'extension de 20 ans supplémentaires.

- Le 16 juillet 2013, MAF Dalkia remporte le contrat de gestion énergétique et technique des aéroports emblématiques d'Abu Dhabi. Ce contrat d'une durée de trois ans (PAO cumulé de 40 millions d'euros) comprend le pilotage énergétique ainsi que la gestion de l'ensemble des installations techniques et des systèmes de sécurité des 4 principaux aéroports d'ADAC.
- Le 11 septembre 2013, Veolia Eau et Vapor Procesos ont signé un contrat avec Codelco pour récupérer le cuivre contenu dans les bassins de décantation de la mine El Teniente, la plus grande mine au monde basée au sud de Santiago du Chili. Elle produit environ 400 000 tonnes de cuivre.

- **Acquisitions**

Outre l'opération Dalkia, décrite ci-avant, le Groupe a signé le 7 juin 2013 un accord avec Groupe Fomento de Construcciones y Contratas (FCC) en vue d'acquérir une participation complémentaire de 50% dans Proactiva Medio Ambiente. Le montant de l'opération s'élèverait à 150 millions d'euros et permettrait au Groupe de détenir 100% du capital de Proactiva.

Cette acquisition reste soumise aux conditions usuelles applicables à ce type d'opération. Sa réalisation définitive est attendue d'ici la fin de l'année 2013.

- **Opérations de financement**

**Emission hybride subordonnée perpétuelle en Euros et en Sterlings**

Veolia Environnement a émis début janvier 2013 des titres super subordonnés à durée indéterminée en euros et en sterlings (1 milliard d'euros à 4,5% de rendement et 400 millions de sterlings à 4,875% de rendement). Cette opération permet de renforcer la structure financière du Groupe et d'accompagner sa transformation tout en confortant ses ratios de crédit. Cette émission est considérée comme des fonds propres dans les comptes consolidés du Groupe, établis conformément aux normes IFRS.

**Financement des activités internationales de Dalkia**

Le 15 février 2013, un accord portant sur le financement de sa filiale Dalkia International a été conclu entre Dalkia, Veolia Environnement, EDF et Dalkia International. Cet accord, entré en vigueur le 27 février 2013, s'est traduit par l'émission de 600 millions d'euros d'obligations super subordonnées par Dalkia International, à laquelle ses actionnaires ont souscrit à hauteur de leur participation directe au capital, soit respectivement 144 millions d'euros pour EDF et 456 millions d'euros pour Dalkia financés par un prêt à long terme de Veolia Environnement. Par ailleurs début août 2013, la dette de SPEC, co-financée par Dalkia France et EDF, a été remboursée par anticipation à hauteur de 375 millions d'euros (y compris la part EDF).

**Paiement du dividende :**

Conformément à la décision prise en Assemblée Générale du 14 mai 2013, le Groupe a proposé à ses actionnaires un versement de dividende de 0,7 euros en action ou en numéraire. L'option de paiement en actions du dividende a été retenue pour 64,86% des coupons à verser, entraînant la création de 26 788 859 titres représentant environ 4,88% du capital et 5,01 % des droits de vote. Ce taux de distribution de dividende en actions s'est traduit par une augmentation de 227,9 millions d'euros des fonds propres de Veolia Environnement. Ainsi, le paiement du dividende ayant fait l'objet de l'option de paiement en numéraire représente un montant total de 127,5 millions d'euros. Il a été versé à compter du 14 juin 2013.

- **Autres événements**

**Assignation d'EDF**

Le 22 octobre 2012, EDF a assigné Veolia Environnement devant le tribunal de commerce de Paris en vue d'obtenir le droit de détenir 50% de Dalkia SAS, spécialiste des services énergétiques. La Société rappelle qu'EDF a perdu son droit à monter au capital de Dalkia SAS en 2005. Veolia Environnement qui détient 66% du capital de Dalkia SAS, a toujours soutenu sa filiale, notamment en finançant le développement de ses filiales à l'international. La Société entend donc s'opposer fermement à la demande d'EDF qu'elle considère sans fondement. La prochaine audience de mise en état est prévue le 28 novembre 2013.

Ce litige sera éteint si l'opération de restructuration actionnariale avec EDF sur Dalkia est finalisée.

## 2 Informations financières au 30 septembre 2013

### 2.1 Définitions et contexte comptable

Les définitions des indicateurs strictement comptables et non strictement comptables utilisées dans le présent document ont évolué suite à l'application des normes IFRS 10, 11 et 12 et sont décrites en annexe de l'information financière trimestrielle au 30 septembre 2013 (cf 4.3).

### 2.2 VEOLIA ENVIRONNEMENT

#### 2.2.1 Produit des activités ordinaires

Au 30 septembre 2013 (en millions d'euros)	Au 30 septembre 2012 Retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
16 155,0	16 825,0	-4,0%	-1,9%	-0,5%	-1,6%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, en recul de -1,9% à périmètre et change constants (-4,0% à change courant), s'établit à 16 155,0 millions d'euros contre 16 825,0 millions d'euros au 30 septembre 2012 retraité.

A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires démontre une bonne résistance et ressort à -3,0% au premier trimestre, à -1,0% au second trimestre et à -1,5% au troisième trimestre pour s'établir à -1,9% en cumul au 30 septembre 2013.

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 30 septembre 2013 est négatif à hauteur de -84,2 millions d'euros dont notamment :

- dans la Division Eau 4,7 millions d'euros, liés à la comptabilisation d'Azaliya en intégration globale à partir du 2 août 2012 ;
- dans la Division Propreté -93,4 millions d'euros, résultant principalement des cessions des activités en Suisse, aux Pays-Baltes, d'Energonut en Italie, et de Pinellas en 2012 ainsi que de la cession de Marine services offshore aux Etats-Unis en août 2013.

L'effet change, quant à lui, est de -270,6 millions d'euros et reflète essentiellement l'appréciation de l'euro par rapport au yen japonais (-59,6 millions d'euros), à la livre sterling (-67,7 millions d'euros), au dollar australien (-59,6 millions d'euros), au dollar américain (-35,9 millions d'euros), à la couronne tchèque (-11,2 millions d'euros) et au real brésilien (-11,2 millions d'euros).

#### 2.2.2 Performance opérationnelle

La capacité d'autofinancement opérationnelle s'élève à 1 294,2 millions d'euros au 30 septembre 2013 contre 1 406,0 millions d'euros au 30 septembre 2012 retraité en retrait de -6,6% à change constant (-7,9% en courant).

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle sur les neuf premiers mois de l'année 2013 est affectée :

- dans la division Eau, par l'érosion contractuelle en France, la baisse de la profitabilité de l'activité en Allemagne liée à l'impact défavorable des effets prix de l'énergie, et également par la dégradation du projet Hong Kong Sludge de l'activité Technologies et Réseaux ;
- dans la division Propreté, par un contexte macro-économique difficile, même si cette division affiche une amélioration de sa capacité d'autofinancement opérationnelle depuis le 2nd trimestre 2013 ;
- dans la division Services à l'Energie, par l'attrition du portefeuille commercial et les éléments de contextes et réglementaires défavorables comme l'arrêt programmé des Cogénérations Gaz ou également des problèmes de fonctionnement de certaines installations au cours du troisième trimestre 2013 ;
- et également par l'impact du plan de départ volontaire de Veolia Environnement, et plus généralement des coûts de restructuration (46,8 millions d'euros).



Elle bénéficie en revanche :

- de la progression des activités de la division Eau en Europe Centrale et Orientale ;
- de la contribution positive, nette des coûts de mise en œuvre, des plans d'économie ;
- et du Crédit d'Impôt pour le Compétitivité et l'Emploi (CICE) compensé partiellement par l'augmentation du forfait social, et autres prélèvements.

L'effet de change est de -19,4 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle et concerne essentiellement la Division Propreté (livres sterling et dollars australien).

Le résultat opérationnel récurrent du Groupe y compris la quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ressort à 620,8 millions d'euros contre 521,7 millions d'euros au 30 septembre 2012 retraité soit une amélioration de 20,4% à change constant et de 19,0% en courant.

L'évolution du résultat opérationnel récurrent s'explique principalement par :

- le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle compensé par ;
- la reprise de provisions retraites des hauts cadres dirigeants chez Veolia Environnement SA pour 40 millions d'euros ;
- l'impact des pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie dans l'activité Services à l'Energie constatées au 30 septembre 2012 pour 89 millions d'euros dans la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises ; et
- l'impact positif de la déconsolidation des activités propreté en Italie qui est compensé par la couverture de risques en Propreté (Royaume-Uni) liés aux décharges et sur certains contrats anciens dans l'Eau aux Etats-Unis constatée sur le troisième trimestre 2013.

Le cash flow libre s'élève à 959 millions d'euros (contre -22 millions d'euros au 30 septembre 2012 et contre 556 millions d'euros au 30 juin 2013), compte tenu de l'émission début janvier 2013 de titres super subordonnés à durée indéterminée, y compris coupons versés, de 1 454 millions d'euros et reflète la dégradation du Besoin en Fonds de Roulement de 598 millions d'euros lié à la saisonnalité. Toutefois, le besoin en fonds de roulement s'améliore par rapport au 30 juin 2013 de 151 millions d'euros.

Au global, l'endettement financier net s'élève à 9 612 millions d'euros au 30 septembre 2013 contre 10 822 millions d'euros au 31 décembre 2012 retraité et contre 10 031 millions d'euros au 30 juin 2013. L'endettement financier net Ajusté des prêts consentis aux co-entreprises, tel que défini en note 4.3, évolue de 7 837 millions d'euros au 31 décembre 2012 pour s'établir à 6 484 millions d'euros à fin septembre 2013, à comparer également au 6 729 millions d'euros à fin juin 2013. L'endettement financier net et l'endettement financier net Ajusté diminuent sous l'effet conjugué de l'émission de titres super subordonnés et de la politique de recentrage du Groupe.

### 2.3 Analyse par secteur opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 septembre 2013</b>	Au 30 septembre 2012 retraité	Variation 2013/2012
Eau	7 487,7	7 882,0	-5,0%
Propreté	6 005,4	6 333,1	-5,2%
Services à l'Energie	2 492,1	2 485,8	0,3%
Autres	169,8	124,1	36,8%
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>16 155,0</b>	<b>16 825,0</b>	<b>-4,0%</b>

#### EAU

<b>Au 30 septembre 2013</b> <i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 septembre 2012 retraité <i>(en millions d'euros)</i>	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>7 487,7</b>	7 882,0	-5,0%	-3,4%	0,1%	-1,7%

Le chiffre d'affaires de la Division Eau est en recul de -3,4% à périmètre et change constants (-5,0% en courant), essentiellement expliqué par la baisse de l'activité Technologie et Réseaux et des travaux dans les concessions partiellement compensée par l'effet favorable des hausses de tarifs en France et en Europe Centrale.

- Pour les activités Exploitation, le chiffre d'affaires est stable à -0,7% à périmètre et change constants (-2,3% en courant), et hors activités Travaux, en progression de l'ordre de +2,1% à périmètre et change constants (+0,3% en courant). La relative stabilité reflète des tendances contraires :

En **France**, le chiffre d'affaires baisse de 82,7 millions d'euros soit -2,8% hors effet de périmètre (-3,4% en courant) en lien avec le ralentissement de l'activité Travaux (hors Travaux, l'activité est stable à périmètre constant), l'érosion contractuelle et la baisse des volumes vendus (-1,4% sur les neuf premiers mois de l'année) accentuée par les effets climatiques au printemps malgré un effet favorable des indexations.

A l'**international**, le chiffre d'affaires est en légère hausse (1,2% à change et périmètre constants) et baisse à -1,3% en courant. Hors Travaux, l'activité à l'international est en hausse de 4,0% à périmètre et change constants et en hausse de 1,6% en courant. En Europe, l'activité est en hausse (4,3% à change et périmètre constants et 3,2% en courant) avec de bonnes performances en Roumanie et en République Tchèque et à une évolution favorable des volumes en Allemagne. Au Royaume-Uni, l'activité est pénalisée par la fin de contrats de Travaux. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique recule de -6,8% à change et périmètre constants (-15,8% en courant) en raison de la baisse de l'activité Travaux en Corée et au Japon. Aux Etats-Unis, la progression de 6,1% à périmètre et change constants (3,2% en courant) bénéficie de la bonne tenue des contrats industriels mais également municipaux.

- Les activités Technologies et Réseaux sont en retrait de -8,5% à périmètre et change constants (-10,3% en courant). L'activité est principalement affectée par l'achèvement de nombreux contrats de construction en France et à l'international dans l'activité « Design and Build », ainsi que par la moindre contribution cette année du contrat de Hong Kong Sludge qui se rapproche de l'achèvement. L'activité de la SADE est affectée par les conditions climatiques défavorables en Europe et par le retard du développement à l'International. Les prises de commande sont toutefois en hausse par rapport à septembre 2012 et s'élèvent à environ 2 724 millions d'euros au 30 septembre 2013.

Le retrait de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique essentiellement :

- par l'érosion contractuelle et la baisse des volumes en France ;
- par la baisse de la rentabilité de nos activités allemandes du fait de l'évolution défavorable des marges sur l'électricité, la chaleur et le gaz ;
- par la non récurrence de l'activité exceptionnelle enregistrée au Japon en 2012 suite au tremblement de terre ;
- et par la dégradation de la marge sur le contrat Hong Kong dans les activités Technologies et Réseaux.

Elle bénéficie notamment de :

- l'impact net des plans de réductions des coûts ; et
- la non récurrence des pertes de valeur sur créances clients et des coûts liés à la cession des activités régulées au Royaume-Uni qui avaient été enregistrés en début d'année 2012.

Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent est pénalisé par des dotations pour risques opérationnels et contractuels sur des contrats anciens aux Etats-Unis.

#### PROPRETE

Au 30 septembre 2013 (en millions d'euros)	Au 30 septembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
6 005,4	6 333,1	-5,2%	-1,6%	-1,5%	-2,1%

La baisse du chiffre d'affaires de la Division Propreté se ralentit et s'inverse au troisième trimestre pour se limiter à -1,6% à périmètre et change constants (-5,2% en courant) à fin septembre 2013 par rapport à fin septembre 2012 retraité, contre -3,0% à périmètre et change constants en cumul au 30 juin 2013 et -4,6% à périmètre et change constants au 31 mars 2013. La baisse du chiffre d'affaires en cumul est le reflet, d'une part, de la baisse du prix et des volumes des matières recyclées pour -1,7%, et d'autre part, de la baisse du niveau d'activité de -0,7%, principalement sur l'activité Collecte municipale. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2013 est en hausse de 1,0% à périmètre et change constants et montre une stabilisation du niveau d'activité.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en recul de -3,4% en courant et à périmètre constant, sous l'effet de l'évolution défavorable des prix de matières (papiers et métaux) et des volumes.

- A l'**international**, le chiffre d'affaires diminue de -0,5% à périmètre et change constants (-6,4% en courant). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne recule de -9,4% à périmètre constant (-9,1% en courant) sous l'effet combiné d'une baisse des prix et des volumes des matières et d'une évolution économique défavorable dans les secteurs industriel et commercial. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni progresse de 2,2% à périmètre et change constants (-2,8% en courant) tiré par les contrats intégrés (PFI). En Amérique du Nord le chiffre d'affaires, en hausse de 2,0% à périmètre et change constants (de -4,5% en courant), bénéficie de l'activité soutenue des déchets spéciaux ainsi que celle des secteurs industriels, des secteurs de la pétrochimie et du raffinage. En Australie, le chiffre d'affaires est en croissance de 7,3% à périmètre et change constants (-2,5% en courant) sur l'ensemble des activités.

Au 30 septembre 2013 en cumul, la capacité d'autofinancement opérationnelle se stabilise aux deuxième et troisième trimestres après un net recul au premier trimestre. L'amélioration au troisième trimestre provient principalement de la stabilisation du niveau d'activité d'une part et d'autre part de l'évolution favorable des prix des matières vendues. En cumul à fin septembre 2013, la capacité d'autofinancement opérationnelle diminue sous l'effet essentiellement du contexte macro-économique et de la pression sur les prix, mais ces éléments sont atténués par l'impact net des plans de réductions des coûts, et par le retournement des difficultés opérationnelles et des coûts de restructuration en Italie et dans la zone Afrique et Moyen-Orient.

La hausse du résultat opérationnel récurrent s'explique principalement par l'impact positif de la déconsolidation des activités italiennes, suite à l'homologation judiciaire du protocole de liquidation.

#### SERVICES A L'ENERGIE

Suite à l'application des normes IFRS 10 et 11, le chiffre d'affaires des Services à l'Energie comprend :

- 100% du revenu des activités de Dalkia France,
- le revenu des activités américaines détenues à 100% par le Groupe.

Au 30 septembre 2013 (en millions d'euros)	Au 30 septembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
2 492,1	2 485,8	0,3%	2,0%	-1,5%	-0,2%

Le chiffre d'affaires est en croissance de 2,0% à périmètre et change constants et stable en courant (+0,3%) sous l'effet favorable du prix des énergies (de l'ordre de 44,2 millions d'euros par rapport au 30 septembre 2012 retraité) et à un effet climatique favorable sur la France, et ce dans un contexte commercial difficile.

- En **France**, le chiffre d'affaires est en hausse 1,3% à périmètre constant (-0,3% en courant) sous l'effet de la hausse du prix des énergies combiné à un effet climatique favorable.
- Aux **Etats-Unis**, le chiffre d'affaires est en forte croissance de 10,0% à périmètre et change constants (7,0% en courant) grâce, d'une part, à un effet prix favorable du gaz et de l'électricité, et d'autre part, à la hausse des volumes de vapeur vendus suite à un retour à des conditions climatiques rigoureuses par rapport à l'hiver particulièrement doux en 2012.

Le recul de la capacité d'autofinancement opérationnelle s'explique notamment par l'arrêt programmé en France des Cogénérations Gaz mais également par des problèmes de fonctionnement de certaines installations au cours du troisième trimestre 2013, effets qui ont été partiellement atténués par les actions qui ont été menées pour améliorer les marges, notamment sur l'achat des énergies.

Le résultat opérationnel récurrent augmente sous l'effet notamment du redressement des résultats de l'Italie dû à la restructuration réalisée et aux pertes de valeur des créances et des charges à payer en Italie qui avaient été constatées au 30 septembre 2012 pour 89 millions d'euros dans la quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises.

## AUTRES

Les activités Autres regroupent certains contrats de multiservices industriels ainsi que les différentes holdings du Groupe :

Au 30 septembre 2013 (en millions d'euros)	Au 30 septembre 2012 retraité (en millions d'euros)	Variation 2013/2012	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
169,8	124,1	36,8%	3,3%	33,5%	0%

La croissance du secteur opérationnel « Autres » de 3,3% à périmètre et change constants (33,5% en courant) s'explique essentiellement par l'entrée en phase d'exploitation de contrats industriels significatifs.

## 3. Objectifs et perspectives

### 3.1 Objectifs

Le Groupe confirme les objectifs modifiés lors de la présentation des comptes annuels 2012 compte tenu des nouvelles normes comptables qui imposent le passage des entités anciennement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de mise en équivalence d'une part et de l'exécution plus rapide que prévu du programme de cessions d'autre part.

Pour la période 2012-2013, les objectifs du Groupe sont :

- De céder 6 milliards d'euros<sup>3</sup> d'actifs, y compris remboursement de prêts des co-entreprises liés à des cessions ;
- De réduire son endettement financier net entre 8 et 9 milliards d'euros et son endettement financier net ajusté (net des prêts aux co-entreprises) entre 6 et 7 milliards d'euros hors effet de change de clôture ;
- D'ajuster, face à la conjoncture économique, sa réduction de coûts en 2013 à 270 millions d'euros en brut et 170 millions d'euros en net, dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel récurrent ;
- Et de verser un dividende en 2013 et en 2014 de 0,7 euro par action, au titre respectivement de l'exercice 2012 et de l'exercice 2013.

Après 2013, le Groupe vise, dans une conjoncture économique moyenne :

- Une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an ;
- Une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an ;
- Un leverage ratio Endettement Financier Net Ajusté / (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de l'ordre de 3x, à +/-5% ;
- Un taux de distribution en ligne avec la moyenne historique ;

Au titre de 2015, les objectifs de réduction de coûts s'élèvent à 750 millions d'euros d'impact net dont, en raison du nouveau traitement comptable des co-entreprises, 80% en résultat opérationnel récurrent.

### 3.2 Evènements significatifs depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2013

Aucun autre évènement que ceux déjà mentionnés dans les informations financières trimestrielles au 30 septembre 2013 n'est à signaler.

<sup>3</sup> Y compris désendettement lié au passage en mise en équivalence des Eaux de Berlin pour 1,4 milliard d'euros

#### 4. Annexes à l'information trimestrielle au 30 septembre 2013

##### 4.1 Réconciliation des données publiées en 2012 avec les données retraitées 2012

En M€	30 septembre 2012 publié	Retraitement IFRS5 <sup>(1)</sup>	Retraitement IFRS 10 & 11	Retraitement IAS 19R	30 septembre 2012 retraité
Chiffre d'affaires	21 599	-95	-4 679		16 825
Capacité d'autofinancement opérationnelle	1 946	7	-547		1 406
Résultat opérationnel	718	73	-280	8	519
Résultat opérationnel après quote- part de résultat net des entreprises mises en équivalence <sup>(2)</sup>	718	56	-344	8	438
Résultat opérationnel récurrent <sup>(3)</sup>	841	17	-344	8	522
Investissements bruts	2 244		-380		1 864
Cash Flow libre	-72		+50		-22
Endettement Financier Net	15 176		-2 178		12 998
Prêts consentis aux co-entreprises	-	-	3 615	-	3 615
Endettement Financier Net Ajusté	-	-	-	-	9 383

(1) Eau Maroc, Eaux de Berlin et Eolfi

(2) Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées au 30 septembre 2012 retraité

(3) Y compris quote-part de résultat net récurrent des co-entreprises et entreprises associées au 30 septembre 2012 retraité

##### 4.2 Chiffre d'affaires par trimestre et par secteur opérationnel

en M€	TRIMESTRE 1				TRIMESTRE 2				TRIMESTRE 3				30 SEPTEMBRE			
	2012	2013	Variation en courant	Variation à périmètre et change constant	2012	2013	Variation en courant	Variation à périmètre et change constant	2012	2013	Variation en courant	Variation à périmètre et change constant	2012	2013	Variation en courant	Variation à périmètre et change constant
EXPLOITATION	1 757,2	1 702,1	-3,1%	-2,4%	1 681,1	1 695,2	0,8%	1,9%	1 764,8	1 688,7	-4,3%	-1,5%	5 203,1	5 086,0	-2,3%	-0,7%
TECHNOLOGIE ET RESEAU	853,9	791,4	-7,3%	-6,5%	951,5	811,7	-14,7%	-13,7%	873,4	798,6	-8,6%	-4,8%	2 678,8	2 401,7	-10,3%	-8,5%
VEOLIA EAU	2 611,1	2 493,5	-4,5%	-3,7%	2 632,6	2 506,9	-4,8%	-3,8%	2 638,3	2 487,4	-5,7%	-2,6%	7 882,0	7 487,7	-5,0%	-3,4%
VEOLIA PROPRIETE	2 065,1	1 932,4	-6,4%	-4,6%	2 141,8	2 052,3	-4,2%	-1,4%	2 126,2	2 020,7	-5,0%	1,0%	6 333,1	6 005,4	-5,2%	-1,6%
VEOLIA ENERGIE	1 275,7	1 267,5	-0,6%	0,4%	638,6	704,8	10,4%	12,4%	571,5	519,8	-9,1%	-6,2%	2 485,8	2 492,1	0,3%	2,0%
VESA et AUTRES ENTITES	38,9	63,2	62,5%	20,4%	44,5	53,2	19,6%	-6,5%	40,7	53,4	31,3%	-2,4%	124,1	169,8	36,9%	3,3%
TOTAL VEOLIA	5 990,8	5 756,6	-3,9%	-3,0%	5 457,4	5 317,2	-2,6%	-1,0%	5 376,7	5 081,3	-5,5%	-1,5%	16 825,0	16 155,0	-4,0%	-1,9%

##### 4.3 Définitions comptables

- Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le taux de marge RESOP est défini comme étant le ratio résultat opérationnel / produits des activités ordinaires des activités poursuivies.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

- Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ;

Les nouvelles normes IFRS 10, 11 et 12 ont modifié ou ont généré de nouveaux indicateurs décrits ci-dessous :

- Suite à l'application des nouvelles normes, les financements internes consentis aux co-entreprises ne sont pas déduits de l'Endettement financier net. Les financements internes non éliminés sont enregistrés au bilan en prêts et créances financières. Dans la mesure où ces prêts et créances ne sont pas considérés dans la définition du Groupe comme Trésorerie ou équivalent de Trésorerie et que ces partenariats ne génèrent plus de flux strictement opérationnels dans les comptes du Groupe, le Groupe utilise désormais en complément de l'Endettement financier net la notion d'Endettement financier net Ajusté. L'Endettement financier net Ajusté correspond ainsi à l'Endettement Financier Net diminué des prêts et créances aux co-entreprises ;
- Le résultat opérationnel récurrent correspond au résultat opérationnel après quote-part de résultat net récurrent des entités mises en équivalence, ajusté des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;

Les autres agrégats, non impactés par les nouvelles normes, se définissent comme suit :

- Le terme "croissance interne" (ou « à périmètre et change constant ») recouvre la croissance résultant :
  - o du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
  - o des nouveaux contrats,
  - o des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.
- Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.
- Le terme "variation à change constant" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.
- L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
- Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies ;
- Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère correspond au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;
- La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est définie comme étant le ratio capacité d'autofinancement opérationnelle/produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
- Le free cash flow ou cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions, (iv) variation des créances et autres actifs financiers, (v) intérêts financiers nets versés et (vi) impôts versés.
- Les investissements nets tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris l'endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les acquisitions nettes de cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels. La notion d'investissements nets prend également en compte les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le Groupe dissocie les investissements de croissance qui génèrent du cash-flow supplémentaire des investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe.